MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

COMITE NATIONAL DE COORDINATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE/SECRETARIAT TECHNIQUE

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- Liberté-Patrie

N°04-12/CNC/DE/ST

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO EN 2012

Mai 2013

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS ---------- 3

RESUME ---------- 4

SUMMARY ---------- 5

INTRODUCTION ---------- 6

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE ---------- 8
I.1. Secteur réel ---------- 8
I.1.1. Evolution de l'offre globale ---------- 8
I.1.2. Evolution de la demande globale ---------- 9
I.1.3. Prix et inflation ---------- 10
I.2. Finances publiques et dette publique ---------- 12
I.2.1. Finances publiques ---------- 12
I.2.1.1. Recettes et dons ---------- 12
I.2.1.2. Dépenses et prêts nets ---------- 13
I.2.1.3. Soldes et financement ---------- 13
I.2.2. Dette publique ---------- 14
I.2.2.1. Dette extérieure ---------- 14
I.2.2.2. Dette intérieure ---------- 15
I.3. Secteur monétaire ---------- 15
I.3.1. Avoirs extérieurs nets ---------- 15
I.3.2. Crédit intérieur ---------- 16
I.3.2.1. Position nette du gouvernement ---------- 16
I.3.2.2. Crédits à l'économie ---------- 16
I.3.3. Masse monétaire ---------- 17
I.4. Secteur extérieur ---------- 17
I.4.1. Commerce extérieur ---------- 17
I.4.1.3. Balance commerciale ---------- 18
I.4.2. Balance des paiements ---------- 19
I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2012 ---------- 19
I.4.2.1.1. Balance courante ---------- 19
I.4.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières ---------- 20

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE ---------- 21
II.1. Critères de premier rang ---------- 21
II.2. Critères de second rang ---------- 21

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ---------- 22
III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo ---------- 22
III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales ---------- 22
III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ---------- 23

IV. PERSPECTIVES 2013 ---------- 23

CONCLUSION ---------- 24

ANNEXES ---------- 25

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	:	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	:	Banque Ouest-Africaine de Développement
BTP	:	Bâtiment et Travaux Publics
CCFCC	:	Comité de Coordination des Filières Café-Cacao
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGI	:	Direction Générale des Impôts
DTS	:	Droits de Tirage Spéciaux
FGDIP	:	Fonds de Gestion de la Dette Intérieure Publique
IFG	:	International Fertilizers Group
IHPC	:	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
NSCT	:	Nouvelle Société Cotonnière du Togo
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OPA	:	Observatoire des Pratiques Anormales
PADAT	:	Projet d'Appui pour le Développement Agricole au Togo
PAL	:	Port Autonome de Lomé
PASA	:	Projet d'Appui au Secteur Agricole
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNIASA	:	Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPAAO	:	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
SNPT	:	Société Nouvelle des Phosphates du Togo
TPU	:	Taxe Professionnelle Unique
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain

RESUME

En 2012, l'environnement économique mondial a été marqué par la persistance de la crise des dettes souveraines dans les pays de la Zone Euro qui a conduit à des incertitudes sur le marché financier, entrainant ainsi la fragilisation de l'économie mondiale. Malgré, les actions importantes engagées, notamment pour rassurer les marchés et renforcer la surveillance de l'activité bancaire au sein de la Zone, cette situation, s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Au plan national, les nouvelles estimations du PIB fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2012 contre 4,8% en 2011. La prévision du taux de croissance de 2012 était de 5,0% en août 2012. La différence s'explique notamment par une meilleure performance des secteurs primaire et secondaire et d'importants investissements réalisés dans les infrastructures. Le taux d'investissement est passé de 19,1% en 2011 à 26,8% en 2012 sous l'impulsion de la FBCF privée dont la part relative passe de 9,3% en 2011 à 15,0% en 2012 reflétant les importants investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

Au titre de l'année 2012, les opérations financières de l'Etat comparées à celles de 2011 sont caractérisées par une progression de 4,6% des recettes totales et dons, une hausse de 27,1% des dépenses totales et prêts nets et un solde global, base caisse de -127,0 milliards de FCFA contre -22,1 milliards de FCFA en 2011. L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 834,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 enregistrant une hausse de 8,8%.

La balance des paiements du Togo enregistre en 2012, un solde déficitaire de 17,3 milliards résultant d'un déficit courant de 219,7 milliards et d'un excédent de flux nets de capitaux de 202,4 milliards. La situation monétaire intégrée à fin décembre 2012 par rapport à fin décembre 2011 est caractérisée par une baisse de 17,3 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 126,5 milliards du crédit intérieur et un accroissement de 74,3 milliards de la masse monétaire.

La prévision de l'année 2013 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière suite au maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des performances enregistrées au cours des années 2011 et 2012. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café-cacao. La production de phosphate augmenterait suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

SUMMARY

The global economic situation in 2012 was characterized by the persistence of the sovereign debts crisis in the euro-zone countries involving some uncertainties in the financial markets, leading to the fragility of the global economy. Despites the significant actions, such as to reassure the markets and strengthen the supervising of banking activities in the area, this situation has resulted in a slowdown in economic activities. According to the International Monetary Fund (IMF), the growth rate of the world economy was 3.2% in 2012 against 3.9% in 2011.

At the national level, the new estimates of the real GDP growth set to 5.9% in 2012 against 4.8% growth rate in 2011. The forecast growth rate in 2012 was 5.0% in August 2012. The difference is mainly due to better performance of the primary and secondary sectors and major investments in infrastructure. The investment rate increased from 19.1% in 2011 to 26.8% in 2012 driven by the gross fixed capital whose relative share to GDP increased from 9.3% in 2011 to 15.0% in 2012 reflecting the significant investments in the Port Autonome de Lome and the Aéroport International GNASSINGBE Eyadema de Lome.

Under the year 2012, the Government finance compared to 2011 is characterized by an increase of 4.6% of total revenue and grants, an increase of 27.1% of total expenditure and net lending and an overall balance, cash basis of -127.0 billion CFA francs against 22.1 billion FCFA in 2011. The total outstanding public debt (domestic and external) increased from 834.3 billion CFA francs at end of December 2011 to 907 billion FCFA at the end of December 2012 registering an increase of 8.8%.

Togo's balance of payments recorded in 2012, a deficit of 17.3 billion resulting from a current account deficit of 219.7 billion and a surplus of net capital inflows of 202.4 billion. The monetary survey at the end of December 2012 compared to the end of December 2011 was characterized by a decrease of $ 17.3 billion in net foreign assets, an increase of 126.5 billion in domestic credit and an increase of 74.3 billion in the money supply.

The forecast for 2013 is based on the assumption of an increase in food crop production due to the continuation of the measures taken by the government to support farmers, including the supply of fertilizers. An increase in cotton production is also expected, given the performance recorded in the years 2011 and 2012. The forecast of the Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) is kept for the production of coffee and cocoa. Phosphate production will increase following the renovation efforts of production equipment undertaken by SNPT.

INTRODUCTION

❖ Environnement économique mondial

En 2012, l'environnement économique et financier international a été marqué par la persistance de la crise des dettes souveraines dans les pays de la Zone Euro qui a conduit à des incertitudes sur le marché financier, entrainant ainsi la fragilisation de l'économie mondiale. Malgré les actions importantes engagées, notamment pour rassurer les marchés et renforcer la surveillance de l'activité bancaire au sein de la Zone, cette situation, s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011.

L'analyse de l'évolution de l'économie mondiale laisse apparaître des évolutions contrastées. Les Etats Unis montrent une certaine résilience avec un taux de croissance économique de 2,2% contre 1,8% en 2011. Les pays de l'OCDE sont menacés de récession. Un ralentissement de la croissance économique est enregistré dans les pays émergents et en développement avec un taux de croissance de 5,3% contre 6,2% en 2011. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance demeure autour de son niveau de 2011, soit 5,0%.

Les cours mondiaux des matières premières ont connu des évolutions différenciées selon les produits. Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés alors que l'indice des prix des matières premières servant d'input pour les industries est en repli, du fait du ralentissement de la demande en Chine et la situation dans la Zone Euro.

❖ Principaux objectifs de politique économique et résultats atteints

La politique économique nationale en 2012 s'est focalisée sur la poursuite des réformes dans la gestion des finances publiques pour le développement institutionnel et le renforcement de la gouvernance économique, la garantie d'une sécurité alimentaire au pays et au-delà faire du secteur agricole un pôle de croissance économique, la promotion d'une économie diversifiée et compétitive pour une croissance accélérée, inclusive et durable.

Au titre des réalisations au plan national, l'année 2012 a été marquée par une augmentation des recettes de l'Etat, un accroissement des dépenses courantes et des dépenses d'investissement. Au niveau des comptes monétaires, il est noté une progression des crédits à l'économie et de la masse monétaire. Les principaux résultats obtenus se présentent comme suit:

- un taux de croissance économique de 5,9% ;
- un niveau d'inflation de 2,6% ;
- un taux de pression fiscale de 16,4% ;

- et un déficit global base caisse en pourcentage du PIB nominal de 6,3%.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre de l'année 2012.

I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

I.1. Secteur réel

Les nouvelles estimations du PIB[1] fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2012 contre 4,8% en 2011. La prévision du taux de croissance de 2012 était de 5,0% en août 2012. La différence s'explique notamment par une meilleure performance des secteurs primaire et secondaire et d'importants investissements réalisés dans les infrastructures. Le taux d'investissement est passé de 19,1% en 2011 à 26,8% en 2012 sous l'impulsion de la FBCF privée dont la part relative passe de 9,3% en 2011 à 15,0% en 2012 reflétant les importants investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

En volume, le PIB est passé de 1.772,6 milliards de FCFA en 2011 à 1.999,7 milliards de FCFA en 2012.

I.1.1. Evolution de l'offre globale

- **Le secteur primaire**

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire augmente de 5,8% contre 6,7% en 2011. La part relative de ce secteur représenterait en 2012, 29,4% du PIB contre 29,5% en 2011. Sa contribution à la croissance du PIB est estimée à 1,7%.

La VA des cultures de rente est en progression de 4,8% contre une hausse de 22,7% en 2011 en liaison avec une décélération de la VA du coton qui a connu une hausse de 3,1% contre 69,5% en 2011. Le niveau de production du coton reste toujours faible par rapport aux productions enregistrées avant la crise dans le secteur.

Globalement, la production des cultures vivrières progresse de 4,5% par rapport à 2011 et s'établit à 4.590,0 milliers de tonnes. Toutes les cultures ont enregistré des augmentations en 2012 à l'exception du manioc, de l'arachide et du mil et sorgho. Les plus forts taux de croissance ont été obtenus par les productions du haricot (+31,0%), du maïs (+24,1%) et du riz paddy (+10,2%).

Les performances réalisées dans la production céréalière s'expliquent[2] par les mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment la mise à disposition d'engrais, de semences et de tracteurs fortement subventionnés, l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire dont le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA)et les conditions agro-climatiques jugées globalement satisfaisantes.

[1] Comité PIB- avril 2013

[2] Evaluation à mi-parcours de la campagne agricole 2012-2013, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Octobre 2012.

- **Le secteur secondaire**

La VA du secteur secondaire enregistre une hausse de 13,3% en 2012. Au niveau des industries extractives, il est noté une hausse de 13,5% contre 17,3% en 2011. La VA du clinker est en baisse de 5,1% contre une augmentation de 11,0% en 2011 tandis que celle du phosphate a progressé de 25,2% contre une hausse de 22,1% en 2011. Les efforts de rénovation du matériel de production à la mine entrepris par la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) commencent par donner de bons résultats.

Les industries manufacturières sont en hausse de 9,6%. La VA du chapitre **"Electricité, Eau et Gaz"** progresse de 16,4% contre une baisse de 31,1% en 2011. La VA des **"BTP"** a connu un taux d'accroissement de 19,5% contre 17,6% en 2011.

L'activité au niveau des BTP bénéficie toujours de la politique des grands travaux du Gouvernement, notamment la poursuite des travaux de reconstruction des infrastructures routières, la construction du troisième quai au Port Autonome de Lomé (PAL) et l'extension de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé.

Le secteur secondaire a participé pour 20,5% à la formation de la valeur ajoutée contre 19,2% en 2011 et a contribué pour 2,6% à la croissance du PIB en 2012.

- **Le secteur tertiaire**

La VA du secteur tertiaire marchand est en baisse de 9,7%. Les différentes composantes ont évolué comme suit : **"Commerce"** (+4,5)%, **"Transports, Entrepôts et Communications"** (-0,5%) et **"Banques, Assurances"** (+9,1)%.

En somme, la part relative du secteur tertiaire dans la formation du PIB est de 30,6% contre 35,9% en 2011. Sa contribution à la croissance du PIB en 2012 est de -3,5%.

I.1.2. Evolution de la demande globale

Au niveau de la demande en 2012, la croissance est essentiellement portée par les échanges extérieurs et l'investissement.

Globalement, en 2012, les dépenses de consommation finale se situent à 1.833,2 milliards de FCFA, soit 91,7% du PIB et augmentent de 4,5% par rapport à 2011. Il s'agit de la hausse de 2,0% de la consommation des ménages (78,9% du PIB) et de 23,7% des dépenses de consommation des administrations (12,8% du PIB). La demande intérieure s'est accrue de 22,7% en 2012 et représente 118,5% du PIB contre 118,1% du PIB en 2011.

La formation brute de capital fixe est en progression de 54,0%, passant de l'équivalent de 19,1% du PIB en 2011 à 26,8% du PIB en 2012. Cet accroissement des investissements serait lié notamment à la poursuite des travaux de reconstruction des infrastructures routières, la construction du troisième quai au Port

Autonome de Lomé (PAL) et la construction d'une nouvelle aérogare à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé.

Les exportations de biens et services sont passées de 744,9 milliards de FCFA en 2011 à 833,4 milliards de FCFA en 2012, en hausse de 11,9%. La propension moyenne à exporter les biens et services est de 41,7% en 2012 contre 42,0% en 2011. Cette évolution reflète la reprise des exportations traditionnelles du Togo, notamment le phosphate et le coton dont les productions sont à la hausse en 2012.

Les importations de biens et services sont passées de 1.065,6 milliards de FCFA en 2011 à 1.203,3 milliards de FCFA en 2012, en hausse de 12,9%. La propension moyenne à importer quant à elle s'établit à 60,2% en 2012 contre 60,1% en 2011. Cet accroissement des importations s'explique essentiellement par l'augmentation constatée au niveau des produits pétroliers et les services.

En 2012, les éléments de la demande qui ont essentiellement contribué à la croissance de 5,9% sont la formation brute du capital fixe (FBCF) et la demande extérieure.

La contribution à la croissance de la consommation finale est de -7,5% en 2012 contre 6,0% en 2011. Cette contreperformance est due à la consommation finale des ménages qui a fortement baissé passant de 6,6% en 2011 à -9,8% en 2012. Cette évolution a été compensée en grande partie par la contribution à la croissance de la FBCF privée qui passe de 0,2% en 2011 à 9,9% en 2012. En 2012, la contribution à la croissance de la FBCF publique et les exportations nettes s'élève respectivement à 2,0% et 0,8%.

I.1.3. Prix et inflation

La moyenne de l'IHPC de l'année 2012 se chiffre à 111,8 contre 109,0 en 2011, soit une hausse de 2,6%. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions ***«Produits alimentaires et boissons non alcoolisées»***, ***«Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles»***, ***«Transports»*** et ***«Biens et services divers»*** pour respectivement 3,4%, 6,0%, 4,9% et 4,8%.

Les douze fonctions ont évolué comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : 3,4%
- **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** : 0,5%
- **Articles d'habillement et chaussures** : 0,9%
- **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** : 6,0%
- **Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer** : 1,2%
- **Santé**[3] : -1,6%

[3] Les prix moyens de l'alcool à 95°, des médicaments contre les vers, des médicaments anti-viraux, des médicaments cardiovasculaires (tension) et des médicaments immunologiques s'établissent respectivement à 319 F, 1.429 F, 6.845 F, 14.003 F et 7.270 en baisse

- **Transports**[4] : 4,9%
- **Communications** : -4,6%
- **Loisirs et culture** : 0,2%
- **Enseignement** : 2,4%
- **Restaurants et hôtels** : 1,3%
- **Biens et services divers** : 4,8%.

Le groupe ***«Produits alimentaires»***, avec une pondération de 27,79% a augmenté de 3,4% et le groupe ***«Boissons non alcoolisées»*** a progressé de 1,2% avec une pondération de 0,88%. Au niveau du groupe ***« Produits alimentaires »***, les sous-groupes ***«Pain et céréales»***, ***«viande»***, ***«Poissons et fruits de mer», «Huiles et graisses», «Légumes»*** et ***«Tubercules et plantains»*** ont progressé respectivement de 5,0%, 5,4%, 4,0%, 1,7%, 2,1 et 4,6%. Le sous-groupe ***«Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a»*** est en baisse de 0,5%.

Au terme des douze mois de 2012, les douze fonctions ont contribué à l'inflation de 2,6% comme suit :

- ***Produits alimentaires et boissons non alcoolisées*** : +0,1%
- ***Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants*** : -0,004%
- ***Articles d'habillement et chaussures*** : +0,1%
- ***Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles*** : +0,6%
- ***Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer*** : +0,043%
- ***Santé*** : -0,1%
- ***Transports*** : +0,6%
- ***Communications*** : -0,3%
- ***Loisirs et culture*** : +0,005%
- ***Enseignement*** : +0,049%
- ***Restaurants et hôtels*** : +0,2%
- ***Biens et services divers*** : +0,3%.

---

respectivement de 2,0%, 6,4%, 16,5%, 10,2% et 0,5 par rapport à l'année 2011 tandis que ceux, des médicaments anti-bactériens et des médicaments anti-protozoaires ont augmenté respectivement de 12,2% et 2,6%. Les prix moyens de consultation chez un médecin généraliste et chez un chirurgien-dentiste sont restés stables et s'élèvent respectivement à 3.267 F et 4.900 F tandis que ceux d'un gynécologue obstétricien s'élèvent à 5.167 F, en progression de 1%, par rapport à 2011.

[4] Les coûts de transport du taxi-moto zémidjan, du taxi de ville, du transport inter-urbain en minibus Lomé-Aného, Lomé-Kara, Lomé-Sokodé et Lomé-Kpalimé ont augmenté respectivement de 6,9%, 16,4%, 17,6%, 11,7%, 15,8% et 11,1% par rapport à l'année 2011 pour s'établir respectivement à 280 F, 570 F, 1.000 F, 6.200 F, 5.500 F et 2.000 F en 2011.

I.2. Finances publiques et dette publique

I.2.1. Finances publiques

Les opérations financières de l'Etat au titre de l'année 2012 présentent les évolutions suivantes par rapport à 2011 :

- Une progression de 4,6% des recettes totales et dons ;
- Une hausse de 27,1% des dépenses totales et prêts nets ;
- Un solde global, base caisse de -127,0 milliards de FCFA contre -22,1 milliards de FCFA en 2011.

I.2.1.1. Recettes et dons

Les recettes fiscales sont en hausse de 12,5% par rapport à 2011 et s'établissent à 327,7 milliards de FCFA, évolution impulsée par les **"taxes sur les biens et services",** les **"impôts sur les revenus et bénéfices"** et les **"impôts sur le commerce extérieur",** qui augmentent respectivement de 18,3%, 6,5% et 7,0%.

Les **"taxes sur les biens et services"** progressent de 18,3% et s'établissent à 178,9 milliards de FCFA sous l'impulsion de la **"TVA"** en hausse de 16,8% et qui se chiffre à 156,5 milliards de FCFA.

Les recouvrements fiscaux de l'Administration Générale des Impôts ont atteint en 2012, 150,8 milliards de FCFA, en augmentation de 17,4% par rapport à 2011 et représentent 101,7% des prévisions annuelles.

Cette performance de la Direction Générale des Impôts (DGI) est liée aux efforts de recouvrement, au renforcement du contrôle fiscal notamment le contrôle ponctuel, aux mesures prises en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) notamment la fixation d'un seuil de chiffre d'affaires (30 millions de FCFA) pour être assujetti à la TVA et au transfert de certains dossiers du régime de la Taxe professionnelle unique (TPU) au régime du réel dont les effets ont commencé par se concrétiser à partir du troisième trimestre 2012.

Les contributions indirectes liquidées par l'Administration Générale des Douanes (DGD) se chiffrent à 176,9 milliards de FCFA, en progression de 8,6% par rapport à 2011. Elles représentent 96,0% des prévisions annuelles.

La performance de la DGD se justifie par la mise en place par les autorités douanières d'une stratégie pour l'amélioration de la collecte des recettes dont : le suivi électronique du transfert des marchandises dans les magasins et aires de dédouanement, les actions conjointes menées par l'administration des douanes et des impôts pour progressivement éliminer les occasionnels, le paramétrage des programmes informatiques pour lutter contre les exonérations indues, la mise en place d'un partenariat et d'un cadre de discussion permanent avec tous les opérateurs économiques, le renforcement du contrôle a posteriori et de la lutte contre la fraude, l'adoption et la régulation d'un code d'éthique et de bonne conduite.

A fin décembre 2012, les recettes non fiscales enregistrent une hausse de 74,6% et se chiffrent à 43,9 milliards de FCFA contre 25,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

Les dons sont de 48,0 milliards de FCFA contre 84,6 milliards de FCFA en 2011 en baisse de 43,2% et sont constitués essentiellement de dons en capital qui régressent de 43,1%.

I.2.1.2. Dépenses et prêts nets

Au titre de l'année 2012, les dépenses totales et prêts nets se chiffrent à 535,0 milliards de FCFA, en progression de 27,1% par rapport à 2011.

Les dépenses courantes s'établissent à 359,6 milliards de FCFA enregistrant une hausse de 30,3% par rapport à 2011. Cette évolution est impulsée par les **"transferts et subventions"** et les **"Salaires et traitements"** en progression respectivement de 42,0% et 15,0%. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 18,6 milliards de FCFA contre 11,5 milliards de FCFA en 2011.

Les dépenses en capital sont en hausse de 21,4% et s'établissent à 175,1 milliards de FCFA. Cette hausse est portée par les dépenses en capital sur financement externe en progression de 37,0% par rapport à 2011.

I.2.1.3. Soldes et financement

Le **"solde global hors dons base ordonnancements"** et le **"solde global"** (dons inclus) sont respectivement de -163,4 milliards de FCFA et -115,4 milliards de FCFA contre respectivement -104,2 milliards de FCFA et -19,6 milliards de FCFA au titre de l'année 2011.

Avec la variation des arriérés de paiements de -11,6 milliards de FCFA, le solde global base caisse (dons inclus) est de -127,0 milliards de FCFA contre -22,1 milliards de FCFA au titre de l'année 2011. Ce besoin de financement a été couvert par des ressources intérieures et extérieures.

Le financement intérieur estimé à 85,1 milliards de FCFA provient du :

- **secteur bancaire** pour un montant de 34,4 milliards de FCFA. Il composé essentiellement d'une avance nette du système bancaire de 35,6 milliards de FCFA ;
- **secteur non bancaire** pour un montant de 50,6 milliards de FCFA. Il est composé essentiellement des restes à payer de 44,1 milliards de FCFA et des souscriptions au titre de deux emprunts obligataires pour un montant de 32,6 milliards de FCFA avec un remboursement au titre de l'amortissement des emprunts obligataires passés de 21,7 milliards de FCFA.

Le financement extérieur est évalué à 61,5 milliards de FCFA en 2012 contre 15,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Il s'agit essentiellement des emprunts (72,5

milliards de FCFA) et de l'amortissement au titre du principal de la dette extérieure qui se chiffre à 10,8 milliards de FCFA.

I.2.2. Dette publique

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 834,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 enregistrant une hausse de 8,8%.

I.2.2.1. Dette extérieure

Au terme de l'année 2012, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 278,8 milliards de FCFA. Il a progressé de 36,9 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2011, soit une augmentation de 15,3%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages, des fluctuations des principales devises de libellé des prêts et des décaissements effectués par EXIMBANK de Chine.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 164,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 170,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2011, soit une régression de 3,6%. Cette diminution s'explique par l'effet combiné des paiements, des tirages, des fluctuations des principales devises de libellé des prêts et des annulations des arriérés envers certains créanciers (la Banque Islamique de Développement, le Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et le Fonds d'Entraide et de Garantie des Emprunts du Conseil de l'Entente).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 contre respectivement 0,3 milliard de FCFA et 0,6 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 se chiffrent respectivement à 7,0 milliards de FCFA et 1,9 milliard de FCFA contre respectivement 3,8 milliards de FCFA et 1,1 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

Les engagements et les tirages s'élèvent respectivement à 108,2 milliards de FCFA et 11,1 milliards de FCFA au cours de la période contre respectivement 61,4 milliards de FCFA et 13,3 milliards de FCFA à la même période de 2011.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 11,5% par rapport à fin décembre 2011 et se chiffre à 35,9 milliards de FCFA, soit une diminution de 4,7 milliards de FCFA due essentiellement aux paiements effectués au cours de la période.

Il n'y a pas eu d'arriéré de paiements au cours de la période contre 3,3 milliards de FCFA au titre du principal et zéro (0,0) FCFA au titre des intérêts un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, il n'y a eu ni engagement, ni rééchelonnement, ni annulation de dettes tout comme au quatrième trimestre 2011. Les tirages se sont chiffrés à 1,2 milliard de FCFA contre 0,8 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011. Les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du quatrième trimestre 2012 se chiffrent respectivement à 4,0 milliards de

FCFA et 2,3 milliards de FCFA contre respectivement 0,6 milliard de FCFA et 0,2 milliard de FCFA au quatrième trimestre 2011.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris est de 14,4 milliards de FCFA contre 11,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011. La hausse de 26,0% résulte de la prise en compte au mois de juillet 2012 de la dette de l'International Fertilizers Group (IFG).

Le montant total des arriérés de paiements à fin décembre 2012 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres est de 78,8 milliards de FCFA contre 31,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 47,8 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par les décaissements effectués par EXIMBANK de Chine dans le cadre de la construction des infrastructures routières et aéroportuaires.

I.2.2.2. Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure, à fin décembre 2012, s'élève à 629,1 milliards de FCFA contre 592,4 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 6,2%. Cette augmentation est due à l'émission des titres publics au cours de la période.

I.3. Secteur monétaire

La situation monétaire intégrée à fin décembre 2012 par rapport à fin décembre 2011 est caractérisée par une baisse de 17,3 milliards de FCFA des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 126,5 milliards de FCFA du crédit intérieur et un accroissement de 74,3 milliards de FCFA de la masse monétaire.

I.3.1. Avoirs extérieurs nets

A fin décembre 2012, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires du Togo sont évalués à 273,8 milliards de FCFA, à raison de 76,6 milliards de FCFA pour la Banque Centrale et 197,2 milliards de FCFA pour les banques.

Comparativement au niveau de décembre 2011, les AEN ont régressé de 6,0% du fait de la diminution de 123,7 milliards de FCFA des AEN de la Banque Centrale, atténuée par la hausse de 106,3 milliards de FCFA de ceux des banques.

Le repli de 61,8% des AEN de la Banque Centrale est principalement lié à la baisse des avoirs extérieurs bruts (-177,9 milliards de FCFA), notamment la position créditrice en disponibilité extérieure (-173,0 milliards de FCFA). Parallèlement, les engagements extérieurs ont fléchi de 54,2 milliards de FCFA, en liaison avec la diminution des dépôts de la BOAD dans les livres de la Banque Centrale.

Quant aux AEN des banques, l'augmentation de 117,0% fait suite à l'accroissement des avoirs extérieurs bruts (+130,5 milliards de FCFA), consécutif à la hausse des créances des banques sur les agents non financiers non résidents (+50,0 milliards de FCFA) ainsi que sur leurs correspondants étrangers (+78,2

milliards de FCFA). Parallèlement, les engagements extérieurs se sont accrus de 24,1 milliards de FCFA.

I.3.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté de 20,9% en s'établissant à 731,5 milliards de FCFA à fin décembre 2012, en relation avec la hausse de 95,8 milliards de FCFA des crédits à l'économie et l'aggravation de 30,7 milliards de FCFA de la Position Nette du Gouvernement.

I.3.2.1. Position nette du gouvernement

En passant de 98,9 milliards de FCFA en décembre 2011 à 129,7 milliards de FCFA à fin décembre 2012, la PNG s'est aggravée de 31,1%, sous l'effet cumulé :

- d'une hausse de 37,8 milliards de FCFA des concours des banques à l'État
- d'un repli de 6,8 milliards de FCFA des dépôts publics à la Banque Centrale ;
- d'une progression de 1,7 milliards de FCFA des dépôts des particuliers et entreprises privées auprès du Centre des Chèques Postaux (CCP) ;
- d'un accroissement de 11,6 milliards de FCFA des dépôts publics dans les banques ;
- des derniers amortissements du découvert consolidé conformément à l'échéancier établi, pour un montant total de 2,6 milliards de FCFA ;
- de l'amortissement de 1,3 milliards de FCFA au titre des concours adossés aux allocations de DTS.

I.3.2.2. Crédits à l'économie

Les crédits à l'économie se chiffrent à 601,8 milliards de FCFA, en hausse de 95,8 milliards de FCFA (+18,9%) par rapport aux 506,0 milliards de FCFA de décembre 2011, du fait des crédits à court terme (+47,2 milliards de FCFA) et des crédits à moyen et long termes (+48,6 milliards de FCFA).

Les crédits de campagne enregistrent une baisse de 2,0 millions de FCFA pour se situer à 16,0 millions de FCFA à fin décembre 2012.

Les crédits ordinaires se consolident de 95,8 milliards de FCFA, en passant de 506,0 milliards de FCFA en décembre 2011 à 601,8 milliards de FCFA en décembre 2012.

La hausse des crédits bancaires est portée principalement par les secteurs ci-après :

- Industries manufacturières : +34,0% ;
- Bâtiments et travaux publics : +158,0% ;
- Commerce de gros et de détail, Restaurants et Hôtels : +42,6% ;
- Transports, entrepôts et communications : +50,7% ;
- Banques, assurances, affaires immobilières, services fournis aux entreprises : +164,2%.

I.3.3. Masse monétaire

La masse monétaire est passée de 831,3 milliards de FCFA en décembre 2011 à 905,6 milliards de FCFA à fin décembre 2012, en progression de 8,9%. Cette évolution est essentiellement portée par les dépôts en banque pour 104,9 milliards de FCFA (+16,7%), la circulation fiduciaire ayant plutôt diminué de 32,3 milliards de FCFA (-16,7%) d'une année à l'autre.

I.4. Secteur extérieur

I.4.1. Commerce extérieur

Les échanges commerciaux au cours de l'année 2012 comparés à l'année 2011 sont caractérisés par une progression des exportations et des importations en valeur et une réduction du déficit commercial.

I.4.1.1. Exportations

Au titre de l'année 2012, les exportations s'élèvent à 460,8 milliards de FCFA pour une quantité de 2.189.608,6 tonnes contre 331,4 milliards de FCFA pour une quantité de 1.800.915,7 tonnes en 2011, soit un accroissement de 39,0% en valeur.

En 2012, le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » est le premier poste d'exportation du Togo avec une valeur de 121,0 milliards de FCFA pour une quantité de 1.564.606,6 tonnes, soit une part relative de 26,3% de la valeur totale des exportations contre respectivement 81,6 milliards de FCFA, 1.339.628,8 tonnes et 24,6% en 2011.

Le chapitre « matières plastiques et ouvrages en ces matières » est le deuxième poste d'exportation du Togo avec 37,5 milliards de FCFA pour 40.818,9 tonnes contre respectivement 31,0 milliards de FCFA et 36.033,1 tonnes en 2011.

Le chapitre « coton » est le troisième poste d'exportation avec 33,8 milliards de FCFA pour une quantité de 34.279,9 tonnes contre respectivement 25,3 milliards de FCFA et 20.312,0 tonnes en 2011.

Au titre de l'année 2012, le Burkina Faso est le premier client du Togo avec 77,3 milliards de FCFA pour une quantité de 1.023.747,9 tonnes contre 48,2 milliards de FCFA pour une quantité de 447.751,6 tonnes en 2011. Il est suivi du Bénin avec 56,4 milliards de FCFA pour une quantité de 254.667,5 tonnes contre respectivement 49,7 milliards de FCFA et 230.931,0 tonnes un an plus tôt. Le Nigéria est le troisième client du Togo avec 47,6 milliards de FCFA pour une quantité de 91.690,2 tonnes contre respectivement 37,2 milliards de FCFA et 78.029,2 tonnes.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 282,9 milliards de FCFA vers les Etats de la CEDEAO et pour une quantité de 1.851.559,4 tonnes contre respectivement 233,7 milliards de FCFA et 1.518.696,0 tonnes un an auparavant.

I.4.1.2. Importations

Les importations c.a.f. du Togo au cours de l'année 2012 ont progressé de 2,3% en valeur par rapport à l'année 2011 et se chiffrent à 849,5 milliards de FCFA contre 830,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élèvent à 3.245.531,0 tonnes en 2012 contre 3.211.456,5 tonnes en 2011.

Le chapitre « combustibles minéraux ; huiles, cires minérales ; matières bitumineuses » est le premier poste d'importation avec 184,9 milliards de FCFA, en hausse de 24,7% par rapport à l'année 2011.

Le chapitre « sel ; soufre ; terres et pierres ; plâtres, chaux et ciments » vient en deuxième position des importations togolaises avec une valeur de 52,8 milliards de FCFA pour une quantité de 1.499.093,4 tonnes contre respectivement 50,7 milliards de FCFA et 1.476.493,2 tonnes.

Le chapitre « matières plastiques et ouvrages en ces matières » est le troisième poste d'importation avec une valeur de 51,8 milliards de FCFA, soit 6,1% de la valeur totale des importations contre respectivement 47,6 milliards de FCFA et 5,7% un an plus tôt.

Du côté des fournisseurs, la Chine est le premier fournisseur du Togo avec 117,0 milliards de FCFA, en régression de 5,4% par rapport à l'année 2011 pour une part relative de 13,8% de la valeur des importations contre 14,9% en 2011. Elle est suivie de la France avec 80,1 milliards de FCFA pour une quantité de 116.822,8 tonnes, soit 9,4% de la valeur totale des importations contre respectivement 79,2 milliards de FCFA, 112.541,9 tonnes et 9,5% en 2011.

Les Etats-Unis sont le troisième fournisseur du Togo avec 68,7 milliards de FCFA et 75.865,5 tonnes contre respectivement 15,0 milliards de FCFA et 13.899,7 tonnes un an plus tôt.

Les importations du Togo en provenance des Etats de la CEDEAO ont progressé de 17,1% en se fixant à 86,1 milliards de FCFA au cours de l'année 2012. Le Ghana est le premier fournisseur du Togo dans la Communauté pour une valeur de 36,5 milliards de FCFA contre 21,0 milliards de FCFA en 2011.

I.4.1.3. Balance commerciale

Au titre de l'année 2012, le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires s'établit à 388,7 milliards de FCFA contre 499,0 milliards de FCFA en 2011.

La balance excédentaire de 125,6 milliards de FCFA en 2011 avec les pays de l'UEMOA passe à 172,6 milliards de FCFA en 2012.

L'excédent commercial avec les pays de la CEDEAO en 2012 s'établit à 196,8 milliards de FCFA contre 160,2 milliards de FCFA en 2011.

I.4.2. Balance des paiements

I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2012

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2012, un solde déficitaire de 17,3 milliards résultant d'un déficit courant de 219,7 milliards et d'un excédent de flux nets de capitaux de 202,4 milliards.

I.4.2.1.1. Balance courante

Le déficit courant s'accroîtrait de 58,9 milliards par rapport à l'année 2011 en raison notamment de la dégradation des balances des biens, des services, des revenus et des transferts courants.

La détérioration de 15,4 milliards de la balance des biens serait consécutive à la hausse de 109,3 milliards des importations atténuée par celle de 95,5 milliards des exportations.

L'augmentation des exportations serait favorisée notamment par :

- la hausse des exportations de phosphate en liaison, d'une part, avec l'amélioration de la production suite à la rénovation partielle des équipements de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) et, d'autre part, avec l'amélioration du prix de vente (+25,3%) ;

- l'accroissement des ventes de coton consécutivement à la hausse de la production liée au regain d'engouement des producteurs pour cette culture ;

- la progression des exportations de ciments en rapport avec l'accroissement de la production suite à l'entrée en production de la cimenterie DIAMOND CEMENT ;

- l'amélioration des exportations de divers produits des industries manufacturières notamment celles de la zone franche industrielle.

La progression des importations de biens serait due principalement à :

- la hausse de la facture pétrolière, en liaison, avec l'augmentation de la demande intérieure et l'appréciation de 9,7% du dollar par rapport au franc CFA ;
- l'accroissement des achats de biens intermédiaires dans le cadre notamment de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières ;
- la hausse des achats de biens d'équipement surtout dans le cadre de :

- ✓ la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé (PAL), principalement, la construction d'un troisième quai et d'une nouvelle darse ;

- ✓ la rénovation de l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema de Lomé (AIGE) ;

- ✓ la poursuite des travaux de rénovation des équipements de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) ;

- ✓ la mise en place des équipements de production des sociétés SCANTOGO-MINES et POMAR-TOGO respectivement dans les filières « clinker » et « marbre ».

La balance des services se dégraderait de 33,8 milliards suite à l'accroissement de 15,1 milliards du coût du fret (consécutif à la hausse des importations de biens) et à la dégradation de 13,6 milliards du solde des autres services.

Le déficit des revenus s'aggraverait de 2,4 milliards par rapport à 2011 en liaison notamment avec la hausse de 3,9 milliards des intérêts dus au titre du service de la dette extérieure publique.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 163,9 milliards en 2012, en baisse de 7,3 milliards par rapport au niveau de l'année 2011.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -12,7% contre -11,8% en 2011.

I.4.2.1.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le solde du compte de capital et d'opérations financières ressortirait à 202,4 milliards en 2012 en amélioration de 9,9 milliards par rapport aux 192,5 milliards de 2011.

Cette évolution résulterait notamment de l'effet conjugué de :

- la baisse de 24,0 milliards des dons projets à mobiliser par l'administration publique dans le cadre du programme d'investissement public ;

- la progression de 37,8 milliards des tirages sur ressources extérieures par l'administration publique dans le cadre de la couverture de ses besoins de financement surtout dans le domaine des infrastructures routières.

II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au titre de la surveillance multilatérale, la situation de la convergence à fin décembre 2012 se présente comme suit :

II.1. Critères de premier rang

- **Déficit budgétaire dons compris base engagement / PIB (norme : ≤ 3%)**

Ce ratio est de -5,8% en 2012 contre -1,1% en 2011.

Cette contreperformance s'explique par l'effet combiné de:

- la progression des recettes budgétaires, dont le rapport au PIB passe de 17,9% en 2011 à 18,6% en 2012 ;
- le recul des dons de 36,6 milliards de FCFA, passant de 84,6 milliards de FCFA en 2011 à 48,0 milliards de FCFA en 2012 ;
- l'accroissement des dépenses totales et prêts nets qui passent de 23,7% du PIB en 2011 à 26,8% du PIB en 2012 en liaison avec une augmentation des dépenses en capital.

- **Taux d'inflation annuel moyen (norme : ≤ 5%)**

Le taux d'inflation en 2012 est de 2,6% contre 3,6% en 2011. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des prix observée au niveau des fonctions «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées», «Logement, eau, gaz, électricité, et autres combustibles», «Transports» et «Biens et services divers» pour respectivement 3,4%, 6,0%, 4,9% et 4,8%.

- **Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (norme : ≤ 10% des recettes fiscales de l'année n -1)**

Ce critère est respecté depuis des années sauf en en 2009 (+17,3%). En 2012, il est de -1,3% contre 0,4% en 2011.

- **Réserves brutes (norme : ≥ 6 mois d'importation)**

Les réserves brutes sont évaluées à 5,7 mois d'importation en 2012 contre 7,0 mois en 2011.

II.2. Critères de second rang

- **Variation d'arriérés de paiement (norme : non accumulation)**

Globalement, la variation nette des arriérés de paiements est de -0,2 milliard de FCFA en 2012 contre -1,5 milliard de FCFA en 2011.

- **Taux de pression fiscale : (norme : ≥ 20%)**

Le taux de pression fiscale est de 16,4% en 2012 tout comme en 2011. Cette situation s'explique par une progression dans les mêmes proportions du PIB nominal et des recettes fiscales en 2012.

Masse salariale / recettes fiscales (norme : ≤ 35%)

Le ratio passe de 35,9% en 2011 à 36,7% en 2012. Cette évolution reflète l'impact des mesures d'atténuation de la hausse des prix en faveur des fonctionnaires.

- **Investissements publics financés sur ressources internes / recettes fiscales (norme ≥ 20%)**

Ce ratio est de 21,6% en 2012 contre 23,4% en 2011

- **Dette/PIB : (norme : ≤ 70%)**

Le taux d'endettement est de 45,4% en 2012 contre 47,1% en 2011. La baisse du ratio s'explique par une série d'allègements obtenus par le Togo depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010.

III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo

Le Togo n'a pas encore ratifié six (06) protocoles et une (01) convention sur les cinquante-deux (52) textes pris par les instances communautaires.

III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales

Le Togo a ratifié tous les protocoles relatifs à la libre circulation des personnes et des biens, au droit de résidence et d'établissement. Les droits de circuler librement, de résider et d'exercer sont reconnus à tout citoyen de la communauté.

En outre, le Togo a mis en place des mesures courageuses pour fluidifier le trafic, à savoir la suppression des postes fixes de Police et de Gendarmerie. Mais il est difficile, compte tenu de l'étroitesse de notre pays (50 à 150 km de large) de ne permettre aucun point de contrôle entre le bureau de frontière Togo-Ghana et la frontière Togo-Bénin. Sur le tronçon Lomé-Cinkassé, seul le poste de douane d'Adétikopé est en voie de démantèlement pour le jumeler à celui de Tsévié.

III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO

Dans le cadre du Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO, le Comité National d'Agrément (CNA) mis en place à cet effet a agréé en fin septembre 2012 quinze (15) produits pour deux (02) entreprises.

De 1990, année de lancement de ce programme à 2011, quarante-sept (47) entreprises ont reçu leur agrément dont quinze (15) ont cessé leurs activités. Les produits agréés sont au nombre de 119.

Les exportations en valeurs des produits agréés ont été en :

- **2009**, 50,3 milliards de FCFA ;
- **2010**, 54,9 milliards de FCFA ;
- **2011**, 58,7 milliards de FCFA ;
- **2012**, 63,1 milliards de FCFA.

IV. PERSPECTIVES 2013

La prévision de l'année 2013 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière suite au maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des performances enregistrées au cours des années 2011 et 2012. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café-Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café-cacao. La production de phosphate augmenterait suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

L'augmentation des dépenses publiques prévues dans le budget 2013 ainsi que la prévision à la hausse des exportations non traditionnelles dans la balance des paiements constituent des sources additionnelles de croissance en 2013. La hausse programmée des dépenses publiques en général et des dépenses en capital en particulier aura comme conséquence un accroissement important de la FBCF publique et, partant, celui des BTP. Cette situation profiterait aux industries connexes du bâtiment (clinker, ciment, fer à béton…). Les investissements privés, notamment ceux qui financent la construction d'un troisième quai au PAL et celle d'une nouvelle aérogare à l'aéroport international GNASSINGBE Eyadema se poursuivront également en 2013.

Le taux de croissance du PIB réel passerait de 5,9% en 2012 à 5,8% en 2013.

Le principal facteur de risque reste la vulnérabilité du Togo aux aléas climatiques et aux chocs exogènes extérieurs. L'impact de l'incendie du grand marché de Lomé n'est pas encore quantifié.

CONCLUSION

L'économie mondiale a connu un ralentissement au quatrième trimestre 2012 du fait de la persistance de la crise des dettes souveraines qui créent les incertitudes sur le marché financier. Le taux de croissance, selon le FMI est de 3,3% en 2012 contre 3,8% en 2011. Une accélération de la croissance mondiale est prévue en 2013, car les facteurs à l'origine de la faiblesse de l'activité économique devraient perdre de leur intensité. Cependant les risques de dégradation restent considérables, notamment un nouvel recul dans la zone euro.

Au plan national, les résultats enregistrés par l'économie sont encourageants. Toutefois, le taux de croissance du PIB qui est de 5,9% en 2012, demeure encore relativement faible eu égard aux objectifs de croissance et de promotion de l'emploi que le Gouvernement s'est engagé à atteindre à l'horizon 2017 et à une demande sociale importante. De plus, l'activité économique n'est pas à l'abri des chocs exogènes.

Il est donc, important que le Gouvernement poursuive les efforts de maîtrise des dépenses courantes, de mobilisation des ressources internes. De plus, il apparaît important que des mesures soient prises pour améliorer l'absorption des crédits d'investissement.

ANNEXES

Principaux indicateurs macroéconomiques en milliards de FCFA
(Sauf indication contraire)

Agrégats macroéconomiques	2008	2009	2010	2011	2012
Secteur réel					
Taux de croissance réel (%)	2,4	3,4	4,0	4,8	5,9
Déflateur du PIB {%)	14,2	1,8	1,1	7,6	6,5
Indice des prix à la consommation (moyenne)	8,7	1,9	1,4	3,6	2,6
Indice des prix à la consommation (fin de période)	10,3	-27,2	3,8	1,5	2,9
PIB à prix courant	1418,5	1493,6	1571,3	1772,6	1999,7
PIB par tête (en milliers de FCFA)	253,5	260,6	253,8	278,4	305,4
Secteur Extérieur					
Exports, f.o.b.	381,9	426,4	483,5	553,5	649,1
Imports, f.o.b.	585,5	621,0	708,4	827,2	938,2
Balance commerciale	-203,5	-194,6	-225,0	-273,7	-289,1
Transactions courantes	-99,4	-83,4	-99,0	-160,8	-219,7
Solde global	37,0	5,0	36,6	31,7	-17,3
Balance des paiements courants en % du PIB	-7,0	-5,6	-6,3	-9,1	-11,0
Balance des paiements courants hors transferts officiels	-122,0	-121,8	-148,8	-202,2	-255,7
Bal. des paiements courants hors transferts officiels en % PIB	-8,6	-8,2	-9,5	-11,4	-12,8
Secteur Monétaire					
Avoirs Extérieurs Nets	238,5	241,2	259,5	291,1	273,8
Crédit Intérieur	321,9	407,2	471,4	605,0	731,5
Position Nette du Gouvernement	78,6	112,2	138,8	98,9	129,7
Crédit à l'Economie	243,3	295,0	358,8	506,0	601,8
Masse monétaire	531,4	616,7	690,9	831,3	905,6
Crédit à l'Economie (% du PIB)	17,1	19,8	22,8	28,5	30,1
Masse monétaire (% du PIB)	37,5	41,3	44,0	46,9	45,3
Opérations Financières de l'Etat					
Recettes Totales et dons	249,9	317,3	359,1	401,1	419,6
Recettes fiscales	211,2	229,1	246,7	291,4	327,7
Dons	29,3	64,9	62,3	84,6	48,0
Dépenses Totales et prêts nets	253,3	326,3	354,5	420,8	535,0
Dépenses courantes	203,1	234,1	230,9	276,1	359,6
Traitements et salaires	70,4	94,3	82,6	104,7	120,4
Dépenses en capital	49,9	92,2	123,6	144,2	175,1
Dépenses en capital sur ressources intérieures	27,3	37,8	46,2	68,2	70,9
Solde global hors dons	-32,6	-73,9	-57,6	-104,2	-163,4
Solde global	-3,3	-9,0	4,7	-19,6	-115,4
Recettes Totales en % du PIB	15,6	16,9	18,9	17,9	18,6
Solde global hors dons base ordonnancements en % du PIB	-2,3	-4,9	-3,7	-5,9	-8,2
Dette Publique					
Encours de la Dette publique Extérieure	680,0	770,1	236,3	241,9	278,8
Encours de la Dette Publique Intérieure	482,0	474,0	473,0	592,4	629,1
Encours dette publique total / PIB	81,9	83,3	46,7	47,1	45,4
Encours dette extérieure / PIB	47,9	51,6	16,6	13,6	13,9
Encours dette intérieure / PIB	49,6	46,3	42,5	51,1	51,9
Service de la dette extérieure / recettes budgétaires	2,2	2,0	1,7	1,9	1,7
Service de la dette extérieure / exportations biens et services	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8